

GIP Formavie

Responsable de service :

Nancy PONOT

Affaire suivie par :

Juliette LAURENT

Tél : 04 34 08 30 43

Mél : juliette.laurent@ac-montpellier.fr

1787 avenue Albert Einstein BP83

34000 MONTPELLIER

MARCHÉ PUBLIC

**PRESTATIONS INTELLECTUELLES DU DEVELOPPEMENT DE L'OBSERVATOIRE DE LA DONNEE
DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENT AVENIR**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

OBSERVATOIRE DATA TNE 34

N° de marché : Data_TNE34_GIP-FORMAVIE

*Procédure adaptée en application des dispositions des articles L.2120-1, L.2123-1 et R.2121-3 du code de la commande
publique*

*Cahier pris en application du cahier des clauses administratives générales applicable aux techniques de l'information et de la
communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021*

Table des matières

.....	2
1. PRÉAMBULE.....	4
2. OBJET DU MARCHÉ.....	4
3. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
4. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	5
4.1. Forme et procédure du marché	5
4.1.1. Forme du marché	5
4.1.2. Mode de passation.....	5
4.2. Allotissement	5
4.3. Durée du marché	5
5. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	5
5.1. Nature et étendue des prestations	5
6. MODIFICATIONS ÉVENTUELLES	5
7. ÉMISSION ET EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE.....	6
8. PRIX DU MARCHÉ	6
8.1. Nature des prix.....	6
8.2. Révision des prix.....	6
8.3. Disparition d'un/des indices.....	Erreur ! Signet non défini.
8.4. Clause de sauvegarde	Erreur ! Signet non défini.
9. CONDITIONS DE LIVRAISON, DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS	6
10. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÉGLEMENT	7
10.1. Facturation.....	7
10.2. Modalités de règlement.....	7
10.3. Délais de paiement	7
10.4. Règlement en cas de co-traitance ou de sous-traitance.....	8
11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
12. CONFIDENTIALITÉ	9
13. OBLIGATION DE DISCRÉTION – PROPRIÉTÉ ET UTILISATION DES RÉSULTATS DES PRESTATIONS	9
13.1. Obligation de discrétion.....	9
13.2. Règlement en cas de co-traitance ou de sous-traitance.....	10
13.2.1. Droits du GIP Formavie	10
13.2.2. Obligations du titulaire	10
13.2.3. Garanties	10
14. PERSONNEL DU TITULAIRE	10

15.	RESPECT DU REGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES.....	10
16.	PÉNALITÉS.....	11
17.	RÉSILIATION.....	11
18.	OBLIGATION DE DISCRÈTION – PROPRIÉTÉ ET UTILISATION DES RÉSULTATS DES PRESTATIONS Erreur ! Signet non défini.	
18.1.	Généralités.....	11
18.2.	Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire	11
18.3.	Suspension à l'initiative de l'acheteur	12
18.4.	Indemnisation	12
18.5.	Demandes indemnitaires	13
19.	OBLIGATION DE DISCRÈTION – PROPRIÉTÉ ET UTILISATION DES RÉSULTATS DES PRESTATIONS 13	
19.1.	Assurances	13
19.2.	Justificatifs sociaux	14
19.3.	En cas de modifications relatives au titulaire du marché	14
19.3.1.	<i>Changement de dénomination sociale du titulaire</i>	<i>14</i>
19.3.2.	<i>Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire.....</i>	<i>14</i>
20.	DIFFÉRENTS ET LITIGES.....	15
21.	SOUS-TRAITANCE	15

1. PRÉAMBULE

Le présent marché a pour objet le développement de l'Observatoire de la donnée dans le cadre du plan investissement avenir (PIA) Territoires numériques éducatifs (TNE) sur le territoire de l'Hérault. (34)

La DRANE (Direction Régionale académique du Numérique pour l'Education) assistée par GIP Formavie, pilote un dispositif visant à structurer, analyser et valoriser les données issues de l'Observatoire TNE34, afin de permettre d'accélérer la transformation et de mieux anticiper les enjeux de déploiement du numérique dans les territoires, en favorisant le développement de nouvelles pratiques pédagogiques, en lien étroit avec les collectivités partenaires.

Le présent marché s'inscrit dans le cadre d'un plan d'investissement avenir sur les Territoires numériques éducatifs. Action portée par l'Éducation nationale, elle vise à lutter contre la fracture numérique et tester à grande échelle une mise en œuvre de la continuité pédagogique dès l'école primaire.

Inscrite dans une démarche territoriale à l'échelle des départements, cette politique doit permettre d'accélérer la transformation et de mieux anticiper les enjeux de déploiement du numérique dans les territoires en favorisant le développement de nouvelles pratiques pédagogiques en lien étroit avec les collectivités partenaires.

Afin de valoriser et d'évaluer cette politique académique dans les divers établissements scolaires du département, le titulaire du marché accompagnera l'équipe pilote dans l'actualisation de l'Observatoire TNE34 : <https://tne34.opendatasoft.com/pages/accueil/>

2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels suivant, énumérés par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les locaux du pouvoir adjudicateur, fait seule foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire original, conservé dans les locaux du pouvoir adjudicateur, fait seule foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- L'offre du titulaire et ses annexes ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de chaque marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de chacun des marchés, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause, portée dans les tarifs, catalogues, barèmes ou documentations quelconques du titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

3. CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Forme et procédure du marché

4.1.1. Forme du marché

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes, exécuté dans les conditions du code de la commande publique.

4.1.2. Mode de passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

3.2. Allotissement

En application de l'article L.2113-11 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti.

3.3. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de la notification, reconductible 1 fois pour une durée équivalente.

4. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1. Nature et étendue des prestations

Conformément à son offre, le titulaire s'engage à réaliser les prestations décrites, dans le CCTP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser une prestation qui se révélerait non conforme à l'exécution des prestations attendues, telles que définies dans le CCTP.

5. MODIFICATIONS ÉVENTUELLES

Si en cours d'exécution du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur décide d'apporter des modifications sur la réalisation de l'opération, il peut y procéder dès lors que ces modifications demeurent liées à l'objet défini par le marché et interviennent dans un délai convenable qui permettra au titulaire de fournir une nouvelle prestation.

Ces modifications doivent être conformes aux dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

6. ÉMISSION ET EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations de chacun des lots s'exécutent par l'émission de bons de commandes au fur et à mesure du besoin, et ce pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Pour chaque lot, le marché est exécuté principalement par l'envoi d'une commande initiale et globalisée.

Chaque bon de commande, avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- Le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- Les coordonnées du bénéficiaire (SIRET, etc.)
- La date d'émission du bon de commande
- Le numéro du marché
- La désignation et la quantité des prestations commandées
- Le prix hors-tax et toutes taxes comprises
- Le délai d'exécution de la prestation
- La date de début d'exécution du bon de commande
- Le lieu d'exécution des prestations

7. PRIX DU MARCHÉ

7.1. Nature des prix

Les prix mentionnés dans l'acte d'engagement et son annexe sont des prix unitaires et forfaitaires.

Ils sont fermes pendant la durée initiale du marché.

7.2. Révision des prix

Les prix définis dans le présent marché seront appliqués à la date d'entrée en vigueur du marché et ne seront pas révisables.

Les prix du BPU sont fermes pendant la durée du marché.

8. CONDITIONS DE LIVRAISON, DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations attendues conformément aux dispositions du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de référence.

Les opérations de vérification ont pour objet de valider le contenu, la forme et la qualité des prestations attendues. Elles sont définies aux chapitres 5 respectifs du cahier des clauses administratives générales (CCAG) de référence.

Elles sont effectuées par le responsable du suivi du marché ou son représentant qui étudie les prestations pour

vérifier qu'elles répondent ou non aux stipulations prévues dans le présent marché et définies dans le CCTP.

9. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÉGLEMENT

9.1. Facturation

Les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, en fonction des prestations exécutées et ayant donné lieu à l'admission des prestations partielles ou totales de la commande.

Les factures doivent faire apparaître :

- La raison sociale et l'adresse du titulaire
- Son numéro de SIRET
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement
- Le nom et l'adresse du service créancier
- La mention exacte des prestations selon BPU
- Le montant des prestations selon BPU exécutées en HT et TTC
- Le taux et le montant de la TVA
- Le n° du lot et référence du marché
- Les références du bon de commande (n°EJ Chorus)
- La date d'admission des prestations

9.2. Modalités de règlement

Conformément au décret 2013-169 du 29 mars 2013 relatif au délai maximum de paiement dans les marchés publics et à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le paiement est effectué, après vérification du service fait, dans les 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- Prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- Aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture

9.3. Délai de paiement

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros ;

9.4. Règlement en cas de co-traitance ou de sous-traitance

Dispositions relatives aux co-traitants :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon le CCAG-TIC.

Dispositions relatives à la sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Pour l'ensemble des prestations objet du présent marché, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du

présent marché.

Le titulaire du marché s'engage notamment à :

- Apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent ;
- Livrer les livrables et respecter les délais d'exécution demandés.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies à l'article 16 du présent CCAP.

De la même manière, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devrait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

11. CONFIDENTIALITÉ

Les informations visuelles ou orales et documents de quelque nature que ce soit relatifs à la structure, l'organisation, les affaires, les politiques internes diverses, les fournisseurs ou les clients, les projets et le personnel, dont le titulaire aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont un caractère confidentiel.

Il a une obligation absolue de confidentialité sur le contenu des données auxquelles il a accès dans le cadre de sa mission. Il s'engage à ne communiquer en aucune façon à des tiers les fichiers, les documents ou éléments de toute nature. Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter ces éléments pendant toute la durée du marché et sans limite de temps après son échéance.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

Il est entendu que ces applications s'appliquent aux sous-traitants éventuels du titulaire et à chacun de leur préposé à titre personnel.

12. OBLIGATION DE DISCRÈTION – PROPRIÉTÉ ET UTILISATION DES RÉSULTATS DES PRESTATIONS

12.1. Obligation de discrétion

Le titulaire, ainsi que le personnel de son entreprise et les éventuels sous-traitants qui participeraient à l'exécution du présent marché, sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion, pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auraient eu la connaissance. Ils s'interdiront

notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de document écrits, images et sons à des tiers sans l'accord écrit préalable de l'administratif.

12.2. Règlement en cas de co-traitance ou de sous-traitance

13.2.1. Droits du GIP Formavie

Il peut librement utiliser les résultats, mêmes partiels, des prestations produites par le titulaire ou les éventuels sous-traitants, dans le cadre du présent marché.

13.2.2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter les délais imposés par l'administration et notamment le calendrier de réalisation. Le titulaire ne peut faire usage commercial – sauf à titre de référence – des résultats, même partiels des prestations qu'il a réalisées, sans l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

De même, le titulaire ne peut communiquer les résultats, même partiels, des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur.

13.2.3. Garanties

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes les revendications de tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété intellectuelle créée à l'occasion de l'exécution et de l'utilisation des résultats, notamment pour l'exercice de droits de reproduction et représentation. Il s'acquittera de toutes redevances nécessaires.

13. PERSONNEL DU TITULAIRE

Le titulaire désignera deux personnes responsables, à savoir un chef de projet et un assistant, pour le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pendant toute l'élaboration et la réalisation de l'objet du marché. Au moins une des personnes désignées par le titulaire devra participer aux différentes réunions de travail qui auront lieu dès la notification du marché.

Le titulaire s'engage à aviser le pouvoir adjudicateur de toute absence prolongée ou défection de toute personne affectée à l'exécution du présent marché. Il devra alors prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'exécution du marché ne s'en trouve pas compromise, la désignation d'un remplaçant de qualification et d'expérience équivalente devant intervenir dans les plus brefs délais.

14. RESPECT DU REGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Le titulaire doit se conformer aux normes prévues par le règlement général sur la protection des données du 14

avril 2016.

Le titulaire présente dans son offre les moyens qu'il met en œuvre afin d'assurer la sécurité des données personnelles qu'il traite au sein du présent marché, dont par exemple : les données stockées sur ses solutions, les détails des communications, les données stockées sur la facturation...

15. PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

16. RÉSILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

16.1. Généralités

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

16.2. Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. À ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

16.3. Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile (aucune émission d'un bon de commande). L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension. Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article 55, alinéa 2 du cahier des charges administratives générales Techniques de l'information et de la communication relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- Les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- Les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- La part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

16.4. Indemnisation

Indemnité suite à l'annulation d'un bon de commande :

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article 46, alinéa 2 du cahier des charges administratives générales Fournitures courantes et services relatif aux différents entre les parties. Ce mémoire justifie :

- De l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé),
- De l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

16.5. Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG-TIC et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure (ex : coûts associés et de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, de maintien en condition, ...)

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

17. OBLIGATION D'ASSURANCE

17.1. Assurances

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes les polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Le titulaire retenu doit communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

17.2. Justificatifs sociaux

En application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du code du travail, le titulaire produit tous les six mois à compter de la date de signature du marché par le pouvoir adjudicateur et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 16 du présent CCAP.

Si le titulaire et/ou, le cas échéant, ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du ministère du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

17.3. En cas de modifications relatives au titulaire du marché

19.3.1. Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

19.3.2. Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit en informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et des renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption déposé au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- Un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- Un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;
- Les attestations fiscales ou sociales ;
- L'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique.
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;

- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

18. DIFFÉRENTS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire ne peuvent être invoquées par le titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R.2197-1 du code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

À défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal compétent. Les litiges pouvant survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché sont portés devant le tribunal administratif de Montpellier.

19. SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-3 du code de la commande publique concernant les dispositions relatives à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur contractant l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le titulaire du marché se trouve dans l'obligation de déclarer au pouvoir adjudicateur, avant tout commencement d'exécution, la totalité des sous-traitants auxquels il entend recourir, les domaines d'intervention pour lesquels il a recours à la sous-traitance ainsi que la quantité, la nature et le montant des prestations revenant à chaque sous-traitant.

En cas de recours à la sous-traitance, le titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché.

Le titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des prestations sous-traitées.

Le titulaire assure la maîtrise d'œuvre et la responsabilité de l'ensemble du service.

Les sous-traitants connus au moment de la remise de l'offre devront être déclarés à la remise de l'offre. Ceux qui pourraient apparaître en cours de marché devront être déclarés au fur et à mesure et préalablement à leur intervention.

Le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants respectent scrupuleusement les articles du présent marché

concernant les règles de sécurité et de confidentialité.

Les candidats présenteront, à la remise de l'offre, le montant et la nature des prestations qu'ils envisagent de sous-traiter en remplissant l'acte spécial relatif à la sous-traitance, et par différence avec leur offre, le montant maximal de la créance qu'ils pourront éventuellement présenter en nantissement.

Il est fait application de la loi N°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

En cas de sous-traitance déclarée, le candidat doit fournir à l'appui de son offre, la liste nominative des sous-traitants auxquels il envisage de confier l'exécution de certaines prestations.

À cet effet, le candidat joint une déclaration (utiliser la déclaration de sous-traitance du formulaire DC4 joint en annexe) mentionnant les éléments indiqués à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, notamment :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Cette annexe est à compléter pour chaque sous-traitant, accompagnée des pièces suivantes :

- Le pouvoir habilitant le signataire à engager l'entreprise ;
- La copie du, ou des, jugement(s) en cas de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ;
- La déclaration sur l'honneur précisant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de concourir aux marchés publics.